

Règlement

de l'examen professionnel de sapeur-pompier professionnel/sapeuse-pompière professionnelle

Vu l'art. 28, al. 2, de la loi fédérale du 13 décembre 2002 sur la formation professionnelle, l'organe responsable au sens du ch. 1.2 arrête le règlement d'examen suivant:

1. Dispositions générales

1.1 But de l'examen

Le sapeur-pompier professionnel/la sapeuse-pompière professionnelle titulaire du brevet fédéral garantit de manière indépendante, au sein d'une équipe et en collaboration avec d'autres spécialistes, la sécurité de personnes et d'animaux en situation de crise ou de risque, et il/elle sauvegarde l'environnement et des valeurs matérielles. Son action est guidée par la devise: sauver – tenir – protéger – éteindre – prévenir les dommages subséquents, tout en préservant la sécurité personnelle.

L'examen sert à apporter la preuve que le candidat/la candidate dispose des compétences suivantes:

il/elle

- est capable de faire face à la charge physique et psychique
- donne la priorité à sa propre sécurité et à celle des personnes impliquées
- fait des appréciations de la situation et des évaluations sur la base de ses connaissances dans les domaines de la physique, de la technique, de la psychologie et des bases légales
- prend, lors d'accidents, de maladies et d'autres situations d'urgence, les mesures nécessaires jusqu'à l'arrivée sur place des spécialistes
- sauve des personnes, des animaux et des valeurs matérielles, en mettant en œuvre les moyens techniques et en étant attentive aux

dangers, lors d'actions générales de sauvetage, de sauvetages en hauteur et en profondeur et de sauvetages de petits et de grands animaux, de même que dans le cadre de la lutte contre des insectes

- exécute les tâches qui lui sont confiées en cas d'incendie, applique les prescriptions de sécurité, agit de manière techniquement adéquate en respectant la règle: sauver, tenir, protéger, éteindre
- libère des voies de circulation et de sauvetage ou crée l'accès pour fournir l'aide technique lors d'interventions de sauvetage routier, de sauvetage ferroviaire et de sauvetage impliquant des trams
- engage de manière indépendante et correcte les véhicules d'intervention et les appareils; conduit des véhicules des sapeurs-pompiers lors de courses normales ou de courses prioritaires
- exécute les tâches attribuées en cas d'événement ABC, prend les mesures requises et respecte les prescriptions de sécurité

Les compétences d'action détaillées sont décrites dans les instructions.

1.2 Organe responsable

1.21 Les organisations du monde du travail suivantes constituent l'organe responsable:

- Association suisse des sapeurs-pompiers professionnels (ASSPP)
- Fédération suisse des sapeurs-pompiers (FSSP)
- Syndicat suisse des services publics (SSP)

1.22 L'organe responsable est compétent pour toute la Suisse.

2. Organisation

2.1 Composition de la commission d'examen

- 2.11 L'organisation de l'examen est confiée à une commission d'examen. Celle-ci est composée de 11 membres, nommés par l'assemblée des délégués de l'organe responsable pour une période administrative de quatre ans.
- 2.12 La commission d'examen se constitue elle-même. Elle peut délibérer valablement lorsque la majorité des membres sont présents. Les décisions se prennent à la majorité des membres présents. En cas d'égalité, la personne assumant la présidence départage.
- 2.13 La commission d'examen est composée de:
- 1 représentant ou 1 représentante de l'ASSPP qui préside simultanément la commission d'examen;
 - 1 représentant ou 1 représentante de la FSSP;
 - 1 représentant ou 1 représentante du SSP;
- 8 personnes provenant des corps de sapeurs-pompiers professionnels; parmi ces personnes, 4 au moins sont de langue française ou italienne.
- Les membres de la commission d'examen sont proposés par les corps de sapeurs-pompiers professionnels et élus par l'assemblée des délégués de l'organe responsable.

2.2 Tâches de la commission d'examen

- 2.21 La commission d'examen
- a) arrête les instructions relatives au règlement d'examen;
 - b) fixe la taxe d'examen conformément à la réglementation des taxes d'examen du 31 décembre 1997 de l'Office fédéral de la formation professionnelle et de la technologie (OFFT);
 - c) fixe la date et le lieu de l'examen;

- d) définit le programme d'examen;
- e) donne l'ordre de préparer les énoncés de l'examen et procède à l'examen;
- f) nomme et engage les experts;
- g) décide de l'admission à l'examen ainsi que d'une éventuelle exclusion de l'examen;
- h) décide de l'attribution du brevet;
- i) traite les requêtes et les recours;
- j) s'occupe de la comptabilité et de la correspondance;
- k) décide de la reconnaissance des acquis attestés par d'autres diplômes;
- l) rend compte de ses activités aux instances supérieures et à l'OFFT;
- m) veille au développement et au contrôle de la qualité.

- 2.22 La commission d'examen peut déléguer la gestion des affaires ainsi que des travaux administratifs au secrétariat de la FSSP.

2.3 Publicité de l'examen/ surveillance

- 2.31 L'examen est placé sous la surveillance de la Confédération. Il n'est pas public. Exceptionnellement, la commission d'examen peut autoriser des dérogations à cette règle.
- 2.32 L'OFFT est invité suffisamment tôt à assister à l'examen et reçoit les dossiers de l'examen.

3. Publication, inscription, admission, frais d'examen

3.1 Publication

3.11 L'examen est annoncé publiquement dans les trois langues officielles, cinq mois au moins avant le début des épreuves.

3.12 Les annonces informent notamment sur:

- les dates des épreuves
- la taxe d'examen
- l'adresse d'inscription
- le délai d'inscription

3.2 Annonce

L'inscription à l'examen doit comporter:

- a) un résumé de la formation et des activités professionnelles du candidat ou de la candidate;
- b) les copies des titres et certificats de travail requis pour l'admission;
- c) la mention de la langue d'examen;
- d) la copie d'une pièce d'identité officielle munie d'une photo.

3.3 Admission

3.31 Sont admis/es à l'examen les candidat/es

- a) qui sont titulaires d'un certificat fédéral de capacité, ont achevé une formation du niveau secondaire II ou sont en possession d'un certificat équivalent;
- b) qui sont titulaires des catégories de permis de conduire C et D1;
- c) qui peuvent présenter un certificat valable de formation «Basic Life Support» (BLS) conformément aux instructions du «Swiss Resuscitation Council» (SRC);

d) qui ont acquis le brevet 1 SSS dans le courant des cinq dernières années ou prouvent qu'ils disposent d'une formation équivalente;

et

e) qui ont suivi avec succès le stage de formation structuré, sont engagé/es à plein temps par un corps de sapeurs-pompiers professionnels depuis le début du stage de formation et disposent d'au minimum une année et demie de pratique (y compris le stage de formation) dans un corps de sapeurs-pompiers professionnels;

ou

f) qui peuvent apporter la preuve écrite qu'ils/elles ont réussi durant les trois dernières années tous les examens de modules du stage de formation structuré ou peuvent produire des attestations d'équivalence, sont engagé/es à plein temps par un corps de sapeurs-pompiers depuis au moins trois ans et disposent d'au moins trois années d'expérience dans la formation de première intervention.

Les candidat/es sont admis/es sous réserve du paiement de la taxe d'examen selon le ch. 3.41.

3.32 L'OFFT décide de l'équivalence des diplômes étrangers.

3.33 Les décisions concernant l'admission à l'examen sont communiquées par écrit aux candidat/es au moins trois mois avant le début de l'examen. Les décisions négatives indiquent les motifs, les voies de recours ainsi que l'adresse de l'autorité de recours et le délai imparti pour faire recours.

3.4 Coûts

- 3.41 Après avoir reçu confirmation de son admission, le candidat ou la candidate s'acquitte de la taxe d'examen. Le cas échéant, une contribution pour frais de matériel sera perçue séparément.
- 3.42 Le candidat ou la candidate qui se retire dans le délai autorisé, conformément au ch. 4.2, ou qui se retire pour des raisons valables, a droit au remboursement du montant payé, déduction faite des frais occasionnés.
- 3.43 L'échec à l'examen ne donne droit à aucun remboursement.
- 3.44 Pour le candidat ou la candidate qui répète l'examen, la taxe d'examen est fixée dans chaque cas par la commission d'examen, compte tenu du nombre d'épreuves répétées.
- 3.45 Des taxes sont perçues pour l'établissement du brevet et pour l'inscription de son titulaire dans le registre officiel des titulaires de brevets. Ces taxes sont à la charge des candidats et candidates.
- 3.46 Les frais de déplacement, de logement, de subsistance et d'assurance pendant la durée de l'examen sont à la charge du candidat ou de la candidate.

4. Déroulement de l'examen

4.1 Convocation

- 4.11 L'examen a lieu si, après sa publication, neuf candidat/es au moins remplissent les conditions d'admission.
- 4.12 Les candidats et candidates peuvent choisir de passer l'examen en français, en allemand ou en italien.
- 4.13 Les candidats et candidates sont convoqués quatre semaines au moins avant le début de l'examen. La convocation comprend:
- a) le programme d'examen, avec l'indication du lieu, de la date, de l'heure des épreuves et des moyens auxiliaires dont ils sont autorisés ou invités à se munir;
 - b) la liste des experts.
- 4.14 Toute demande de récusation d'un expert doit être motivée et adressée deux semaines au moins avant le début de l'examen à la commission d'examen. Celle-ci prend les mesures qui s'imposent.

4.2 Retrait du candidat ou de la candidate

- 4.21 Le/la candidat/e peut annuler par écrit son inscription jusqu'à trois semaines avant le début de l'examen.
- 4.22 Passé ce délai, le retrait n'est possible que si une raison valable le justifie. Sont réputées raisons valables:
- a) le service militaire, le service de protection civile ou le service civil imprévus;
 - b) la maladie, l'accident ou la maternité;
 - c) le décès d'un proche.
- 4.23 Le retrait doit être communiqué sans délai et par écrit à la commission d'examen, avec pièces justificatives.

4.3 Exclusion

- 4.31 Est exclu de l'examen quiconque
- a) utilise des moyens auxiliaires non autorisés;
 - b) enfreint gravement la discipline de l'examen;
 - c) tente de tromper les experts;
 - d) se met en danger lui/elle-même ou met en danger d'autres personnes.
- 4.32 La décision d'exclure un/e candidat/e de l'examen incombe à la commission d'examen. Jusqu'à ce que celle-ci ait arrêté une décision formelle, le candidat ou la candidate a le droit de passer l'examen, sous réserve.

4.4 Surveillance de l'examen, experts

- 4.41 Une personne expérimentée au moins surveille l'exécution des travaux écrits et pratiques. Elle consigne par écrit ses observations.
- 4.42 Deux experts au moins procèdent aux examens oraux, apprécient les prestations fournies et fixent en commun la note.
- 4.43 Deux experts au moins évaluent les travaux écrits et les travaux pratiques. Ils s'entendent sur la note à attribuer.
- 4.44 Les experts se récuse s'ils ont des liens de parenté avec le/la candidat/e, de même que s'ils sont ou ont été ses supérieurs hiérarchiques ou ses collaborateurs.
- 4.45 Les expertes et experts utilisent des check-lists comportant des critères définis. Les candidats et candidates connaissent les critères.

4.5 Séance d'attribution des notes

4.51 La commission d'examen décide, lors d'une séance subséquente à l'examen, de la réussite ou de l'échec des candidats et candidates. La personne représentant l'OFFT est invitée à la séance.

4.52 La parenté du candidat ou de la candidate, ses supérieurs et ses collaborateurs au moment de l'examen ou avant celui-ci se récusent lors de la décision concernant l'attribution du brevet.

5. Epreuves d'examen et exigences

5.1 Epreuves d'examen

- 5.11 L'examen comporte les épreuves suivantes (voir Tableau).
- 5.12 Chaque épreuve peut être subdivisée en plusieurs points d'appréciation et, éventuellement, en sous-points d'appréciation. La commission d'examen définit ces subdivisions ainsi que la pondération de chacune d'elles.

5.2 Exigences

- 5.21 Le contenu détaillé de la matière d'examen est précisé dans les instructions relatives au règlement d'examen, conformément au ch. 2.21, let. a.
- 5.22 La commission d'examen décide de l'équivalence des épreuves ou modules d'autres examens du degré tertiaire ainsi que de la dispense éventuelle des épreuves d'examen correspondantes dans le présent règlement d'examen.

| Epreuve | Genre d'examen | | | | Durée totale |
|---|----------------|--------|------------|-----------|--------------|
| | Théorie | | Pratique | | |
| | écrit | oral | individuel | en équipe | |
| Sécurité au travail | 0,25 h | 0,75 h | | | 1,00 h |
| Appréciation de la situation | 0,25 h | | | 2,00 h | 2,25 h |
| Prise en charge préclinique de patients; sauver | 0,50 h | | 1,75 h | | 2,25 h |
| Eteindre | 0,25 h | | 1,25 h | | 1,50 h |
| Aide technique | 0,25 h | | 1,75 h | | 2,00 h |
| Appareils, matériel, véhicules | 0,25 h | | 1,25 h | | 1,50 h |
| Matières dangereuses | 0,25 h | | 1,25 h | | 1,50 h |
| Total | 2,00 h | 0,75 h | 7,25 h | 2,00 h | 12,00 h |

6. Evaluation et attribution des notes

6.1 Appréciation

- 6.11 Une note entière ou une demi-note est attribuée pour les points d'appréciation et les sous-points d'appréciation, conformément au ch. 6.2.
- 6.12 La note de l'épreuve est la moyenne de toutes les notes des points d'appréciation. Elle est arrondie à la première décimale. Si le mode d'appréciation permet de déterminer directement la note de l'épreuve sans faire usage des points d'appréciation, la note de l'épreuve est attribuée en vertu du ch. 6.2.
- 6.13 La note globale est la moyenne des notes de l'épreuve. Elle est arrondie à la première décimale.

6.2 Notation

Des notes comprises entre 6 et 1 sont attribuées. Une note 4 et plus haute signifie que la prestation est suffisante; une note inférieure à 4 signifie que la prestation est insuffisante. Seules les demi-notes sont admises comme notes intermédiaires.

7. Réussite et répétition de l'examen

7.1 Conditions de réussite de l'examen

- 7.11 L'examen est réussi si la note 4,0, au moins, est obtenue dans toutes les parties de l'examen.
- 7.12 L'examen est considéré comme non réussi, si le candidat ou la candidate
- a) ne se désiste pas à temps;
 - b) ne se présente pas à l'examen sans raison valable;
 - c) se retire après le début de l'examen sans raison valable;
 - d) est exclu/e de l'examen.

7.2 Certificat d'examen

La commission d'examen établit un certificat d'examen pour chaque candidat et candidate. Le certificat doit contenir au moins les données suivantes:

- a) les notes des différentes épreuves d'examen et la note globale;
- b) la mention de réussite ou d'échec;
- c) les voies de droit, si le brevet est refusé.

7.3 Répétition de l'examen

- 7.31 Le candidat ou la candidate qui échoue à l'examen est autorisé/e à le repasser deux fois.
- 7.32 Les examens répétés ne portent que sur les épreuves pour lesquelles le candidat ou la candidate a obtenu une note inférieure à 4,0.
- 7.33 Les conditions d'inscription et d'admission au premier examen s'appliquent également aux examens répétés.

8. Brevet, titre et procédure

8.1 Titre et publication

- 8.11 Le brevet fédéral est décerné aux candidats et candidates qui ont réussi l'examen. Ce brevet est délivré par l'OFFT. Il porte la signature du directeur ou de la directrice de l'OFFT et du président ou de la présidente de la commission d'examen.
- 8.12 Les titulaires du brevet sont autorisés à porter le titre protégé de:
- Berufsfeuerwehrmann mit eidgenössischem Fachausweis
Berufsfeuerwehrfrau mit eidgenössischem Fachausweis
 - Sapeur-pompier professionnel avec brevet fédéral
Sapeuse-pomprière professionnelle avec brevet fédéral
 - Pompieri professionista con attestato federale
Pompiera professionista con attestato federale

La traduction anglaise recommandée est:
«Professional Firefighter with Advanced Federal Certificate of Higher VET (Vocational Education and Training)».

- 8.13 Les noms des titulaires de brevets sont inscrits dans un registre tenu par l'OFFT et accessible au public. Les dispositions de la législation sur la protection des données sont réservées.

8.2 Retrait du brevet

- 8.21 L'OFFT peut retirer tout brevet obtenu de manière illicite. Les poursuites pénales sont réservées.
- 8.22 Il peut être recouru contre la décision de l'OFFT auprès du Tribunal fédéral administratif dans les trente jours suivant sa notification.

8.3 Droit de recours

- 8.31 Les décisions de la commission d'examen concernant la non-admission à l'examen ou le refus du brevet peuvent faire l'objet d'un recours auprès de l'OFFT dans les trente jours suivant leur notification. Le recours doit comporter les conclusions et les motifs du recourant.
- 8.32 L'OFFT statue en première instance sur les recours. Il peut être recouru contre sa décision auprès du Tribunal fédéral administratif dans les trente jours suivant la notification.

9. Couverture des frais d'examen

9.1 Vacations, décompte

- 9.11 L'organe responsable fixe, sur proposition de la commission d'examen, le montant des vacations versées aux membres de la commission d'examen et aux experts.
- 9.12 L'organe responsable assume les frais d'examen qui ne sont pas couverts par la taxe d'examen, la subvention fédérale ou d'autres ressources.

- 9.13 Une fois les examens terminés, la commission d'examen remet à l'OFFT un décompte détaillé conforme aux directives. L'OFFT fixe sur cette base la contribution de la Confédération aux examens.

10. Dispositions finales

10.1 Dispositions transitoires

- 10.11 Les personnes qui sont salariées d'un corps de sapeurs-pompiers professionnels et portent le titre de sapeur-pompier professionnel ou de sapeuse-pomprière professionnelle au moment de l'entrée en vigueur du présent règlement d'examen conservent le droit de porter ce titre.

10.2 Entrée en vigueur

Le présent règlement d'examen entre en vigueur à la date de son approbation par l'OFFT.

11. Authentification

Association suisse des sapeurs-pompiers professionnels



Hanspeter Schnüriger, dipl. Bauing. ETH
Cdt des sapeurs-pompiers et de la protection civile St-Gall
Président

Fédération suisse des sapeurs-pompiers



Laurent Wehrli
Président central

Fédération suisse des sapeurs-pompiers



Robert Schmidli
Directeur

Syndicat suisse des services publics



Christine Goll
Présidente

Syndicat suisse des services publics



Jorge Serra
Secrétaire

Le présent règlement d'examen est approuvé.
Berne, le 22 février 2008

Office fédéral de la formation professionnelle et de la technologie
La directrice



Ursula Renold